



Colloque « Heurs et Malheurs du capitalisme »

Vendredi 4 février
IUFM Clermont Ferrand, Chamalières

The very violent attack I had made upon the whole
commercial system of Great Britain

Daniel Diatkine
Université Evry, PHARE,

« The very violent attack I had made upon the whole commercial system of Great Britain »¹

Daniel Diatkine,
Université d'Evry, PHARE

(Version provisoire)

La recherche récente a posé la question des positions politiques défendues par Smith dans les termes de ses rapports avec d'une part la tradition whig héritée de la révolution de 1688 et d'autre part avec la tradition républicaine ou néo-machiavélienne héritée de la révolution puritaine des années 1640.

Forbes (1976), Winch (1978), Haakonssen (1981) ont permis de préciser la position politique de Smith (ainsi que celle de son ami Hume). Au risque d'un schématisme certain, je n'en retiendrai ici que deux caractéristiques : la première est une attitude sceptique à l'égard de la thèse (essentielle au whiggisme) du contrat originaire, et plus généralement du contrat social comme sortie d'un état de nature tout aussi douteux. La seconde est un refus du républicanisme, praticable par de petites communautés vouées alors au déchirement des factions. Ces caractéristiques fondent le whiggisme sceptique de Hume, et la position de Smith en est assez voisine. Ce whiggisme, aussi sceptique soit-il, témoigne de l'attachement des deux auteurs au régime politique issu de la révolution de 1688.

Cet attachement est d'autant plus fort qu'ils l'estiment en danger. Hume (1741 - 2001) l'estime menacé par la croissance de la dette publique. Je vais montrer ici que Smith l'estime menacé par la classe des capitalistes (ou des marchands manufacturiers, ainsi que la *Richesse des nations* les désigne).

Il s'agit alors d'étudier une autre dimension de la politique d'Adam Smith, plus directement reliée à son analyse économique, et aussi à sa morale. Le point de départ est la question posée initialement par Brown (1994), Griswold (1999) plus récemment Fleischaker (2004). Elle est la suivante : comment comprendre que l'enrichissement, méprisé dans la *Théorie des sentiments moraux* puisse constituer l'objet même de la *Richesse des nations* ? Autrement dit, comment comprendre qu'un objet si dérisoire, car le sage considère les richesses comme des babioles (*Trinkets*), puisse être élevé à la dignité d'objet d'études qui assureront sa renommée à Smith ? Je ne veux aborder ici qu'une des déclinaisons possibles de cette question, qui est celle de l'attitude de Smith à l'égard du capitalisme de son temps.

Le capitalisme, Smith est parfaitement clair là-dessus aussi, peut se présenter sous deux formes historiques : le système mercantile (qui ne désigne pas seulement, loin s'en faut, le corpus des théories et des doctrines mercantilistes mais aussi l'ensemble des pratiques politiques que celles-ci aident à mettre en œuvre) et le système de la liberté naturelle. Ma question est donc : que voulait dire Smith quand il qualifiait la *Richesse des nations*² comme une « attaque très violente contre la société commerciale » ? On sait que Smith attaque le système mercantile, et propose une réforme de l'empire britannique qui lui permette de se

¹ Adam Smith (1777, lettre à Andreas Holt du 26 octobre 1780).

² Je citerai RDN l'édition Flammarion (1991) de la traduction Garnier.

rapprocher du système de la liberté naturelle. Cependant, tout compte fait, la critique par Smith du système mercantile semble bien modérée, surtout si on la compare avec l'assaut porté par les physiocrates, comme l'a souligné Lars Herlitz (1964 – 1991). Je souhaite ici étudier de plus près ce que Smith reproche au juste au système mercantile.

Cette question n'a pas été posée, à ma connaissance, parce qu'elle a été occultée par une évidence qui s'est imposée très rapidement après la publication de la *Richesse des nations* : Smith attaquerait « l'intervention » de l'Etat dans les mécanismes du marché, dont la métaphore de la main invisible serait la représentation parfaite. Or je pense qu'une telle présentation est en partie erronée. Je ne reviendrai pas ici sur les arguments qui ont été présentés depuis longtemps par la plupart des lecteurs de la *Richesse des nations*. Je me contenterai de rappeler que le problème posé ici n'est pas seulement celui des limites de l'intervention du législateur (celles de ses *agenda* et de ses *non agenda* comme le dira Bentham) mais celui des conditions de l'*impartialité* de cette intervention. En effet le système mercantile n'est pas caractérisé parce qu'il « interviendrait trop » (par principe) ou qu'il « interviendrait » mal (par ignorance), mais parce qu'il est *partial*. La *Richesse des nations* demande un législateur *impartial*. Un législateur impartial interviendra autrement, et probablement moins, qu'un législateur partial. Mais le fait qu'il intervienne moins est secondaire par rapport au fait qu'il intervienne de façon impartiale et donc qu'il intervienne *mieux*.

Je souhaite donc étudier ici les effets de l'impartialité du législateur, tels que la *Richesse des nations* nous les donne à lire, en m'efforçant de rester aussi proche que possible du texte.

Je vais montrer que les effets du système mercantile les plus évidents (de nos jours), c'est-à-dire les effets économiques, s'ils sont toujours injustes, ne sont pas toujours les plus dangereux pour le corps politique. S'ils menacent ce dernier c'est toujours en tant que conséquence des caractéristiques *politiques* du système mercantile.

Les effets économiques du système mercantile, on le sait, se manifestent avant tout par la création de monopoles. Par là, le système mercantile peut entraver soit l'évolution des grandeurs de marché, soit l'évolution des grandeurs naturelles. C'est dans ce dernier cas (que Ricardo, par exemple, trouvera inintelligible) que les conséquences économiques du système mercantile sont les plus à craindre. Je montrerai que le système mercantile est alors caractérisé par l'identification de l'intérêt des marchands et de l'intérêt général (section I). Puis je montrerai comment l'évolution politique de la Grande Bretagne entre 1763 et 1771 a conduit le gouvernement britannique et ses opposants à affirmer l'identité de l'intérêt des marchands et de l'intérêt de l'Empire. Je conclurai en suggérant que c'est pour critiquer cette affirmation qu'a été écrite la *Richesse des nations*.

I

Le capitalisme dangereux

Si la critique du système mercantile est l'objet du Livre IV de la *Richesse des nations*³, les instruments d'analyse nécessaires à cette étude sont exposés dans le livre I. Il s'agit de l'approche de la gravitation du prix de marché autour du prix naturel, dont l'objectif essentiel est de montrer que le monopole a le même effet qu'un secret commercial ou un « secret de fabrique », puisqu'il empêche le prix de marché de rejoindre le prix naturel sous l'effet de la

³ Il faut ajouter le chapitre final consacré au système agricole, c'est-à-dire à la théorie Physiocratique, qui est condamnée à rester purement théorique. On sait que Smith aurait souhaité dédier la *Richesse des nations* à Quesnay, auteur de « ce noble et généreux système ».

concurrence, bloquant la quantité apportée au marché en dessous de la demande effective, l'étendue du marché restant constante.

Il faut tenter de comprendre ce que Smith (comme ses contemporains) entend par « monopole ». Il est assez clair qu'il n'entend pas viser des comportements collusifs. En effet la *Richesse des nations* évoque ces derniers avec beaucoup d'insistance lorsque, un peu plus loin, elle étudie les relations salariales. Smith y est d'une brutalité remarquable :

« On n'entend guère parler, dit-on, de Coalitions entre les maîtres, et tous les jours on parle de celles des ouvriers. Mais il faudrait ne connaître ni le monde, ni la matière dont il s'agit, pour s'imaginer que les maîtres se liguent rarement entre eux. »... « A la vérité, nous n'entendons jamais parler de cette ligue, parce qu'elle est l'état habituel, et on peut dire l'état naturel de la chose, et que personne n'y fait attention. » (RDN, vol I, p. 137).

Les capitalistes sont donc normalement en situation collusive et je ne pense pas que ce soit seulement une remarque empirique de la part de Smith. Cette « ligue » qui constitue les capitalistes d'un « voisinage » en *communauté*, en classe sociale, est aussi celle qui accepte le taux (net) naturel de profit⁴ comme une norme, acceptée comme le sont dans le même « voisinage » les taux de salaire (sans empêcher pour autant chaque capitaliste de chercher à faire mieux que ses confrères).

Je vais revenir sur ce point important, mais il me permet d'indiquer que les pratiques collusives non seulement ne sont pas associées au monopole, mais qu'elles ne semblent pas dépendre du système mercantile. En revanche, il importe de souligner que le terme monopole dans la *Richesse des nations*, signifie avant tout *privilège*. Avant la révolution de 1688 une pratique ancienne de la monarchie anglaise était de vendre des privilèges commerciaux pour éviter de demander à la chambre des communes de voter l'impôt. Inutile de souligner leur impopularité. Parmi les monopoles, Smith range naturellement les corporations, qui peuvent tantôt maintenir le taux de salaire de marché au dessus de son taux naturel, tantôt le maintenir au dessous. Dans ce dernier cas, les corporations tendent à se rapprocher des castes, écrit-il.

Il importe de constater que les effets économiques sur le bien-être collectif des privilèges entravant la gravitation des grandeurs de marché (quantité, prix et taux de rémunération) ne sont pas étudiés. En revanche, la condamnation morale de ces pratiques est sans appel.

Il fait pénétrer plus avant au sein du système mercantile, et donc dans le livre IV de la *Richesse des nations*, pour avoir une idée plus claire des effets proprement économiques du système mercantile. Ces effets sont doubles que je vais examiner rapidement.

1° L'effet des régimes tarifaires (dont la plupart, mais pas tous, reviennent à la constitution de monopoles) est maintenant d'établir le plus souvent un monopsonne et d'agir sur l'étendue du marché, donc de freiner les progrès de la division du travail et par voie de conséquence ceux de la productivité du travail. Le sens général est simple : ces mesures sont destinées à éviter la baisse des prix *naturels* et, partant, celle des taux de profits naturels, qui serait, selon Smith, la conséquence inéluctable de la poursuite de l'accumulation du capital en leur absence.

L'action du monopsonne est donc d'un effet très différent de celui d'un monopole (au sens moderne du terme) ; le premier agit sur l'étendue du marché et donc sur la croissance, alors que le monopole se ne fait qu'entraver la gravitation. Il existe donc ici une asymétrie entre conditions de l'offre et celles de la demande typique de la *Richesse des nations*.

Je me contenterai d'indiquer que nous nous trouvons ici face à une double difficulté qui laissera perplexes les lecteurs de la *Richesse des nations* :

⁴ RDN, vol I, p. 125.

a) Il n'est pas évident de comprendre comment la concurrence puisse agir non seulement sur les grandeurs de marché, à l'occasion de la gravitation, et agir sur les grandeurs naturelles. On sait bien que Ricardo⁵ affirmera, contre Smith, que les taux de profit naturels ne peuvent baisser qu'en conséquence des la hausse des salaires.

b) Plus difficile encore, cette proposition suppose que les taux de profit, à propos desquels Smith souligne qu'ils sont très difficile à connaître (y compris par les capitalistes eux-mêmes), sont à la fois conventionnels et susceptibles d'évoluer suivant des principes généraux. C'est contre cette thèse que Ricardo affirmera que la théorie de la répartition du revenu (c'est à dire établir une relation inverse entre taux de salaire et taux de profit) est le principal problème de l'économie politique.

Néanmoins, supposons, comme le fait la *Richesse des nations*, ces questions résolues pour en revenir aux effets économiques du système mercantile.

L'expression la plus spectaculaire (et la plus grave du point de vue politique) du système mercantile est l'exclusif colonial. Celui-ci peut prendre deux formes. Sous sa forme la plus simple, il peut prendre la forme d'un privilège commercial accordé aux marchands d'un pays à l'égard d'une région du monde. Ainsi seuls les marchands britanniques peuvent commercer avec les colonies anglaises d'Amérique du nord. La seconde forme de l'exclusif colonial consiste à accorder ce privilège non pas à l'ensemble des marchands de la métropole, mais à une compagnie exclusive. Tel est généralement le cas du commerce avec l'Extrême Orient au XVIII^e siècle. Dans tous les cas, la conséquence de l'exclusif est de rétrécir l'étendue du marché. Le moteur même de la croissance est atteint : les progrès de la division du travail et donc le taux de croissance de la productivité du travail sont affaiblis, tant dans les colonies que dans la métropole.

2° Enfin, le système mercantile ralentit la croissance de l'économie pour d'autres raisons qui, à la fois, se trouvent au cœur de l'argumentaire de Smith et qui sont d'ailleurs très peu convaincantes. La fameuse métaphore de la « main invisible » si on veut bien lire la *Richesse des nations* sans s'arrêter au paragraphe qui la mentionne, fait coïncider les choix des investissements que pourraient effectuer les capitalistes spontanément (dans le système de la liberté naturelle) avec le taux de croissance maximum du revenu et de l'emploi. Malheureusement, nous dit Smith, ce « cours naturel du progrès de l'opulence » a été totalement inversé depuis rien de moins que la chute de l'empire romain. Cette référence aujourd'hui surprenante n'est peut être pas fortuite. Cette inversion a pour conséquence, là encore (et indépendamment des privilèges et des monopoles) de ralentir la croissance du revenu et de l'emploi.

Nous le voyons, le taux de croissance est affaibli par le système mercantile, celui-ci est source d'inefficacité. Mais malgré tout, est-ce vraiment dramatique ? Comme l'écrit Smith lui-même, dès la première page de la *Richesse des nations* :

« Chez les nations civilisées et en progrès, quoiqu'il y ait un grand nombre de gens tout à fait oisifs et beaucoup d'entre eux qui consomment un produit de travail décuple et souvent centuple de ce que consomme la plus grande partie des travailleurs, cependant la somme du produit du travail de la société est si grande, que tout le monde y est souvent pourvu avec abondance, et que l'ouvrier, même de la classe la plus basse et la plus pauvre, s'il est sobre et laborieux, peut jouir, en choses propres aux besoins et aux aisances de la vie, d'une part bien plus grande que celle qu'aucun sauvage pourrait jamais se procurer ».

⁵ Ricardo D. (1817 - 1999), chap. 21.

C'est par ailleurs une des critiques les plus significatives que Smith adresse à Quesnay réside dans le fait qu'il ne voit pas que le « corps politique » peut parfaitement prospérer malgré une économie « partielle et oppressive », c'est-à-dire dans le cadre du système mercantile⁶. Le flux d'épargne engendré par le « souci d'améliorer son sort », qui nous habite tous, est en partie gaspillé par cette politique, qui mérite de ce fait une très sévère condamnation morale, tout comme les atteintes aux droits de propriété que les privilèges constituent. Mais ce gaspillage et ces atteintes aux droits de propriété sont-ils moralement plus répréhensible que l'appropriation par les non travailleurs d'une partie du produit du travail des travailleurs ? Les non-travailleurs disparaissent-ils dans le système de la liberté naturelle ? Une réponse positive à cette question n'est certainement pas évidente et cette condamnation morale semble donc reposer sur des bases bien fragiles. Il me semble donc que l'on est en droit de se poser la question : où est donc cette « violente attaque contre la société commerciale de la Grande Bretagne », contre le système mercantile ?

Une réponse à cette question peut être trouvée si on se penche sur un cas limite du système mercantile. Ce cas est celui du Bengale.

L'*East India Company*, fondée tout au début du XVII^e siècle, dans la foulée de la création de la compagnie hollandaise (VOC - *Vereenigde Oostindische Compagnie*), a commencé pendant la guerre de sept ans sa conquête du sous-continent. Aux yeux de Smith, l'action des ces compagnies exclusive est coûteuse pour la métropole et *ruineuse* pour les colonies. Le cas est particulièrement intéressant, ne serait-ce que parce que la destruction de marchandises par des marchands est rarement documentée. C'est ici que le système mercantile peut faire « prendre une marche rétrograde » à une nation, pour reprendre cette expression à Smith, qui reprochait à Quesnay, on l'a vu en note, de ne pas prendre en considération le caractère exceptionnel de ce cas. De même que le système de l'exclusif colonial concentre tous les aspects du système mercantile, de même les compagnies exclusives, et tout particulièrement l'*East India Company* expriment l'essence du système de l'exclusif. Le régime que l'*East India Company* impose au Bengale et dans ses autres possessions est très exactement le modèle de ce qui peut advenir dans une économie entièrement soumise à l'intérêt des capitalistes, parce que ce dernier y est complètement *confondu* avec l'intérêt général. Là, la partialité et l'oppression trouvent leur expression la plus pure.

La confusion opérée entre la souveraineté et la compagnie privée est en effet complète dans le cas de l'*East India Company*. P.J. Marshall (1998a) a souligné récemment à quel point il n'est pas facile de comprendre pourquoi une compagnie de commerce, qui depuis un siècle et demi opérait à partir de comptoirs répartis sur les confins de l'empire Moghol s'est décidé à opérer la conquête, certes progressive, mais inexorable, des Indes. Pendant longtemps cette question a été oblitérée par l'évidence impériale, évidence aussi bien pour les partisans de l'empire que pour ses adversaires. Aujourd'hui, on peut poser la question de savoir pourquoi les Compagnies des Indes Orientales (car la Compagnie française fut la première à le tenter), ou, plus probablement leurs commis en Inde, tel Dupleix et Clive, jugèrent à propos d'ajouter à leurs activités commerciales celles de collecteurs d'impôt.

⁶ « Quelques médecins spéculatifs se sont imaginé, à ce qu'il semble, que la santé du corps humain ne pouvait se maintenir que par un certain régime précis de diète et d'exercice dont on ne pouvait s'écarter le moins du monde, sans occasionner nécessairement un degré quelconque de maladie ou de dérangement proportionné au degré de cette erreur de régime. M. Quesnay, qui était lui-même médecin, et médecin très spéculatif, paraît s'être formé la même idée du corps politique, et s'être figuré qu'il ne pourrait fleurir et prospérer que sous un certain régime précis, le régime exact de la parfaite liberté et de la parfaite justice. Il n'a pas considéré, à ce qu'il semble, que dans le corps politique l'effort naturel que fait sans cesse chaque individu pour améliorer son sort, est un principe de conservation capable de prévenir et de corriger, à beaucoup d'égards, les mauvais effets d'une économie partielle et même jusqu'à un certain point oppressive » (RDN, II, 294).

En effet la Compagnie s'est trouvée dans la situation de court-circuiter la hiérarchie compliquée de prélèvement du produit net agricole, estimé à un tiers de la production agricole brute⁷ totale. A peine 10% de ce prélèvement parvenait dans les caisses du grand Mogol. Cet argent (métal) prélevé par la Compagnie était destiné pour l'essentiel à financer ses achats de thé à Canton⁸. Ces opérations furent cependant si calamiteuses qu'elles engendrèrent au début des années 1770 une pénurie monétaire jointe à une famine importante au Bengale en même temps qu'une quasi banqueroute de la Compagnie. On sait que Sir James Steuart fut chargé d'un rapport sur la situation monétaire de l'Inde⁹ et que la Compagnie dut être secourue par l'Etat pour éviter la banqueroute. William Pulteney, membre du Parlement, proposa à Smith d'être nommé membre de la Commission qui devait enquêter sur la situation de la Compagnie, ce qu'il refusa d'ailleurs¹⁰. Smith fait clairement allusion à cette situation, dont ont souffert simultanément le Bengale et la Compagnie, lorsqu'il écrit : « *Il semble qu'il n'y ait pas deux caractères plus incompatibles que celui de marchand et celui de souverain. Si l'esprit mercantile des directeurs de la compagnie des Indes anglaise en fait de très mauvais souverains, l'esprit de souveraineté paraît aussi les avoir rendus de très mauvais marchands. Tant qu'ils ne furent que marchands, ils conduisirent leur commerce avec succès, et se virent en état de payer sur leurs profits un dividende honnête à leurs actionnaires. Depuis qu'ils sont devenus souverains, ils se sont vus obligés, avec un revenu qui était originairement, à ce qu'on dit, de plus de 3 millions sterling, d'implorer humblement des secours extraordinaires du gouvernement, pour éviter une banqueroute imminente* » (RDN, vol II, p. 449-450).

Avec son ironie coutumière, Smith énonce ici ce qui est le cœur de son analyse du système mercantile : l'identification (au Bengale : la confusion) désastreuse du marchand et du souverain. Dès le chapitre 8 du livre I consacré aux « salaires du travail », Smith cite la Chine comme exemple d'économie stationnaire, puis évoque une économie en décroissance. Et le Bengale qui lui paraît être un exemple significatif de cet état de chose : « *Mais il en serait autrement dans un pays où les fonds destinés à faire subsister le travail viendraient à décroître sensiblement* » ... « *Les classes les plus basses se trouvant surchargées non seulement de leurs propres ouvriers, mais encore de ceux qui y reflueraient de toutes les autres classes, il s'y établirait une si grande concurrence pour le travail, que les salaires seraient bornés à la plus chétive et à la plus misérable subsistance de l'ouvrier. Beaucoup d'entre eux, même à de si dures conditions, ne pourraient pas trouver d'occupation; ils seraient réduits à périr de faim, ou bien à chercher leur subsistance en mendiant ou en s'abandonnant au crime. La misère, la famine et la mortalité désoleraient bientôt cette classe, et de là s'étendraient aux classes supérieures, jusqu'à ce que le nombre des habitants du pays se trouvât réduit à ce qui pourrait aisément subsister par la quantité de revenus et de capitaux qui y seraient restés, et qui auraient échappé à la tyrannie ou à la calamité universelle. Tel est peut-être, à peu de chose près, l'état actuel du Bengale et de quelques autres établissements anglais dans les Indes orientales. Dans un pays fertile qui a déjà été extrêmement dépeuplé, où, par conséquent, la subsistance ne devrait pas être très difficile, et où, malgré tout cela, il meurt de faim, dans le cours d'une année, trois à quatre cent mille*

⁷ P.J. Marhsall (1998 p.504).

⁸ H.V.Bowen, (1998; p.534).

⁹ Ce rapport a été publié sous le titre "The Principles of money applied to the present state of the coin of Bengal" 1772, in *The works, political, metaphysical and chronological of the Late Sir James Steuart...*, London, T. Cadell and W. Davies, 1805, vol. 5.

¹⁰ Letter to William Pulteney", in Smith (1980, letter 132). Dans cette même lettre, datée du 3 septembre 1772, Smith annonce que la *Richesse des nations* réfutera les « false principles » contenu dans les *Principles* de Steuart « without once mentioning it ». Par ailleurs, Smith reviendra très longuement et de façon très détaillée sur cette crise de la Compagnie des Indes Orientales, dans le chapitre 1 du livre 5 de la *Richesse des nations*, ce qui montre la connaissance qu'il avait du rapport de la commission d'enquête, qu'il évoque en ce point. Je reviendrai sur cette question importante dans le chapitre suivant.

personnes, il n'y a nul doute que les fonds destinés à faire subsister le travail du pauvre ne décroissent avec une grande rapidité » (RDN, vol I, p. 144). C'est donc le capital en tant que fond de salaire qui diminue au Bengale. Ici donc, le désir d'améliorer son sort est transformé en une détérioration dramatique du sort des habitants du Bengale.

Les privilèges de l'*East India Company* (comme toutes les compagnies souveraines opérant en Asie) utilisent les deux leviers décrits ci-dessus.

En tant que vendeuses, en Grande Bretagne et en Europe, les compagnies s'appuient sur leurs monopoles pour entraver le mécanisme de gravitation et vendre à un prix de marché supérieur au prix naturel. C'est donc le système d'interdépendance entre prix de marché et prix naturel qui est mobilisé. Mais l'intérêt des compagnies souveraines en Asie, parce qu'elles sont acheteuses, est de limiter l'étendue du marché (le *vent for surplus*) des produits qu'elles achètent en veillant à éliminer tout compéteur sur les marchés locaux.

Nous retrouvons ici l'asymétrie signalée plus haut. Elle explique la destruction de richesses au Bengale et elle permet à Smith d'opposer de façon radicale l'intérêt des « compagnies de marchands » et l'intérêt général. Après avoir évoqué les destructions de richesses opérées par la VOC aux Moluques¹¹, Smith ajoute : « *Mais il semble qu'il soit tout à fait hors du pouvoir d'une compagnie de marchands de se considérer comme souverain, même après qu'elle l'est devenue. Trafiquer ou acheter pour revendre est toujours ce que ces gens-là regardent comme leur affaire principale et, par une étrange absurdité, ils ne considèrent le caractère de souverain que comme accessoire de celui de marchand, comme quelque chose de subordonné à ce dernier titre, et qui doit leur servir seulement comme un moyen d'acheter à plus bas prix dans l'Inde, et par là de revendre avec un plus gros profit. Dans cette vue, ils mettent tous leurs soins à écarter du marché des pays soumis à leur gouvernement le plus de concurrents possible et, conséquemment, à réduire quelque partie au moins de l'excédent de produit de ces pays à la quantité purement suffisante pour remplir ce qu'eux-mêmes jugent à propos d'en demander, c'est-à-dire à la quantité qu'ils espèrent pouvoir débiter en Europe avec un profit qui leur paraisse raisonnable. Leurs habitudes mercantiles les entraînent ainsi par une pente presque irrésistible, quoique peut-être insensible, à préférer le plus souvent les petits profits passagers du monopoleur au riche et permanent revenu du souverain, et elles les conduiront infailliblement, par degrés, à traiter les pays soumis à leur gouvernement à peu près comme les Hollandais traitent les Moluques. L'intérêt de la Compagnie des Indes considérée comme souverain, c'est que les marchandises européennes qui sont apportées dans les États soumis à sa domination y soient vendues au meilleur marché possible, et que les marchandises indiennes qu'on tire de ces mêmes États y rendent le plus haut prix possible ou s'y vendent le plus cher possible. Mais, considérée comme compagnie de marchands, son intérêt est entièrement opposé. Comme souverain, son avantage est précisément le même que celui des pays qu'elle gouverne; comme compagnie marchande, il se trouve directement contraire à celui-ci » (RDN, vol II, p. 254).*

¹¹ « *Mais si l'esprit qui dirige naturellement une compagnie exclusive s'est jamais bien fait voir, c'est surtout dans la manière dont celles-ci gouvernent l'une et l'autre leurs nouveaux sujets. Dans les îles à épices, les Hollandais brûlent de ces denrées tout ce qu'en produit une année fertile au-delà de ce qu'ils peuvent espérer en débiter en Europe avec un profit qui leur paraisse suffisant » ... « Par différentes mesures oppressives, ils ont réduit la population de plusieurs des Moluques au nombre d'hommes seulement suffisant pour fournir des provisions fraîches et les choses de première nécessité aux garnisons presque nulles qu'ils y tiennent, et à ceux de leurs vaisseaux qui viennent de temps en temps y prendre leur cargaison d'épices. Cependant, sous le gouvernement même des Portugais, ces îles étaient, dit-on, passablement peuplées. La compagnie anglaise n'a pas encore eu le temps d'établir dans le Bengale un système aussi complètement destructeur. Toutefois, le plan suivi par l'administration de cette compagnie a eu exactement la même tendance » (RDN II, 252).*

L'intérêt général s'oppose à celui des marchands, comme s'opposent la croissance du revenu national et le profit du monopole. Cette opposition est parfaitement claire dans le cas du Bengale où le législateur est la Compagnie de marchands. Mais il s'agit d'un *cas limite*, qui ne suffit pas, encore une fois, à justifier cette « very violent attack upon the whole commercial system of Great Britain ». Retournons donc en Grande Bretagne pour essayer de comprendre ce point. Le cas général est celui où le gouvernement n'est pas un « gouvernement de boutiquiers », mais où il « sous l'influence des boutiquiers¹² ».

L'apoplexie du corps politique : une maladie d'autant plus grave qu'elle est psychosomatique.

Le système mercantile est rendu particulièrement dangereux en Grande Bretagne par l'illusion qu'il engendre. Il me semble que l'effet le plus impressionnant de l'exclusif colonial (et donc plus généralement du système mercantile) est de faire croire que le taux de profit exceptionnel qu'il engendre est le taux naturel. Cette illusion est lourde de conséquences. C'est ce que je vais tenter de montrer en m'appuyant sur le texte de la Richesse des nations : « *Le commerce des colonies, en entraînant dans ce commerce une portion beaucoup plus forte du capital de la Grande-Bretagne que celle qui s'y serait naturellement portée, paraît avoir entièrement rompu cet équilibre qui se serait établi sans cela entre toutes les diverses branches de l'industrie britannique* » (RDN, vol II, p. 217). Un équilibre est rompu. Mais de quel équilibre s'agit-il donc ? Qu'est-ce que Smith entend ici par équilibre naturel ? Il est vaut la peine d'y regarder. Smith ajoute immédiatement : « *Au lieu de s'assortir à la convenance d'un grand nombre de petits marchés, l'industrie de la Grande-Bretagne s'est principalement adaptée aux besoins d'un grand marché seulement. Son commerce, au lieu de parcourir un grand nombre de petits canaux, a pris son cours principal dans un grand canal unique. Or, il en est résulté que le système total de son industrie et de son commerce en est moins solidement assuré qu'il ne l'eût été de l'autre manière; que la santé de son corps politique en est moins ferme et moins robuste* » (ibid).

L'équilibre dont il s'agit ressemble à celui d'un portefeuille dont le détenteur doit arbitrer entre rendement et sécurité. Ce rendement attendu par l'ensemble des marchands manufacturiers, et non par chacun d'entre eux, est donc (par définition) le taux de profit naturel¹³, et l'ensemble des capitalistes le considère comme le taux naturel.

Ceci étant, pour mieux comprendre ce que Smith entend par « équilibre naturel », il peut être intéressant de comparer cette approche avec une analyse de type ricardien. Dans l'analyse ricardienne, quel que soit le nombre de « vaisseaux sanguins », l'hypertension sanguine dans un « canal », aussi élevée soit-elle, est toujours compensé par une hypotension dans d'autres. En d'autres termes, les taux de profits plus élevés dans certains secteurs sont toujours compensés par des taux de profits inférieurs dans d'autres.

Tel n'est pas le cas dans la *Richesse des nations*. L'exclusif colonial déséquilibre l'économie en concentrant les risques sur un seul secteur d'activité. Le texte poursuit en développant maintenant une métaphore médicale. Smith poursuit en effet : « *La Grande-Bretagne, dans son état actuel, ressemble à l'un de ces corps malsains dans lesquels quelque'une des parties vitales a pris une croissance monstrueuse, et qui sont, par cette raison,*

¹² « *Aller fonder un vaste empire dans la vue seulement de créer un peuple d'acheteurs et de chalands, semble, au premier coup d'œil un projet qui ne pourrait convenir qu'à une nation de boutiquiers. C'est cependant un projet qui accommoderait extrêmement mal une nation toute composée de gens de boutique, mais qui convient extrêmement bien à une nation dont le gouvernement est sous l'influence des boutiquiers* » (RDN, II, 227).

¹³ Par définition, puisque, je le rappelle, le taux naturel de profit est un phénomène conventionnel, qui engage la communauté des marchand et des manufacturiers d'un « voisinage ».

sujets à plusieurs maladies dangereuses auxquelles ne sont guère exposés ceux dont toutes les parties se trouvent mieux proportionnées. Le plus léger engorgement dans cet énorme vaisseau sanguin qui, à force d'art, s'est grossi chez nous fort au-delà de ses dimensions naturelles, et au travers duquel circule, d'une manière forcée, une portion excessive de l'industrie et du commerce national, menacerait tout le corps politique des plus funestes maladies » (ibid).

Le corps politique (*body politic*) est donc devenu un *monstre*, c'est-à-dire (littéralement) une créature dont la *reproduction* est impossible. Il est menacé de « funestes maladies ». Il est donc important de les examiner. Smith poursuit immédiatement : « *Aussi jamais l'armada des Espagnols ni les bruits d'une invasion française n'ont-ils frappé le peuple anglais de plus de terreur que ne l'a fait la crainte d'une rupture avec les colonies. C'est cette terreur, bien ou mal fondée, qui a fait de la révocation de l'acte du timbre une mesure populaire, au moins parmi les gens de commerce. L'imagination de la plupart d'entre eux s'est habituée à regarder une exclusion totale du marché des colonies, ne dût-elle être que de quelques années, comme un signe certain de ruine complète pour eux; nos marchands y ont vu leur commerce totalement arrêté, nos manufacturiers y ont vu leurs fabriques absolument perdues, et nos ouvriers se sont crus à la veille de manquer tout à fait de travail et de ressources. Une rupture avec quelques-uns de nos voisins du continent, quoique dans le cas d'entraîner aussi une cessation ou une interruption dans les emplois de quelques individus dans toutes ces différentes classes, est pourtant une chose qu'on envisage sans cette émotion générale. Le sang dont la circulation se trouve arrêtée dans quelqu'un des petits vaisseaux se dégorge facilement dans les plus grands, sans occasionner de crise dangereuse ; mais s'il se trouve arrêté dans un des grands vaisseaux, alors les convulsions, l'apoplexie, la mort, sont les conséquences promptes et inévitables d'un pareil accident. Qu'il survienne seulement quelque léger empêchement ou quelque interruption d'emploi dans un de ces genres de manufacture qui se sont étendus d'une manière démesurée, et qui, à force de primes ou de monopoles sur les marchés national et colonial, sont arrivés artificiellement à un degré d'accroissement contre nature, il n'en faut pas davantage pour occasionner de nombreux désordres, des séditions alarmantes pour le gouvernement, et capables même de troubler la liberté des délibérations de la législature. A quelle confusion, à quels désordres ne serions-nous pas exposés infailliblement, disait-on, si une aussi grande portion de nos principaux manufacturiers venait tout d'un coup à manquer totalement d'emploi ? » (ibid).*

Ce passage est très important pour la suite de mon propos. Car il permet de comprendre que ce n'est pas seulement la perte des marchés coloniaux, mais surtout *l'amplification politique* qui résultera de *l'anticipation* de cette perte qui provoquera « l'apoplexie ». En quoi consiste donc cette dernière ?

La suite de cet article est, en fait, essentiellement consacrée à commenter ce texte. Il faut comprendre en effet quels sont les « désordres », les « séditions alarmantes », provoqués en Grande Bretagne par la question de l'indépendance américaine, auxquels Smith se contente de faire allusion et qui rendent cependant nécessaire la mise en place (progressive) du système de la liberté naturelle.

II

Le régime politique qui s'est implanté en Grande Bretagne à partir de la révolution de 1688 s'est stabilisé d'abord sous le règne de la reine Anne (1702-1714), puis sous celui de ses successeurs George I et George II.

La lutte des classes

On sait, comme Marx (1863 – 1974, t. III, p. 430)¹⁴ l'avait remarqué, que tout le XVIII^e siècle anglais était rempli par le conflit (et par la conscience de ce conflit) entre *landed interest* et *moneyed interest*, (l'intervention des travailleurs apparaissant exceptionnelle¹⁵). Cette opposition entre les deux classes dirigeantes est née à la fin du XVII^e siècle, en même temps que les autres couples d'opposition avec lesquelles elle s'articule et qui structurèrent longtemps la vie politique anglaise puis britannique. A la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, nous avons sur le devant de la scène politique deux partis, whig et tory (dans les faits d'autres regroupements purent voir le jour, au gré des fluctuations des factions) qui chacun prétendra défendre l'intérêt commun et accusera l'autre de défendre des intérêts particuliers. Comme on peut s'y attendre, l'intérêt commun est, dans ses grandes lignes, défini de la même façon. Chacun défend les « valeurs réelles » de la Grande Bretagne traditionnelle, fondée sur ce personnage devenu mythique parce que déjà en voie de disparition qui est l'exploitant agricole indépendant, le *yeoman*, ou sur une variante assez proche, le *country gentleman*, qui incarne lui aussi les vertus traditionnelles du patriotisme et d'indépendance. Si l'on adjoint le *landlord* au *yeoman* et au *country gentleman*, alors se trouve constitué le *landed interest*, qui le plus souvent, est perçu comme porteur de l'intérêt général. C'est pourquoi chaque parti se présente comme son défenseur et accuse son adversaire d'être au contraire « vendu » au *moneyed interest*. En revanche, les contours de ce dernier sont remarquablement flous. Néanmoins il incorpore au moins dans son noyau central les prêteurs qui perçoivent l'intérêt de la monnaie, et souvent les marchands qui vivent de profits. Ceux là sont perçus comme tirant leurs revenus soit du prêt (en général) soit du commerce extérieur. Ils n'ont aucun intérêt particulier qui les rattache à leur mère patrie, et en revanche, puisque c'est en dernière analyse l'or et l'argent qui les font vivre et que ces métaux précieux proviennent des possessions espagnoles d'Amérique, ils sont toujours soupçonnés de collusion avec l'Espagne catholique ou plus généralement avec l'étranger. Entre ces deux *interest*, flotte, en quelque sorte, le *trading interest*, associé tantôt à l'un ou tantôt à l'autre des deux intérêts principaux.

L'intérêt général représenté par le *landed interest* est doublement menacé par la corruption. Celle-ci peut provenir de la Cour et on se trouve en présence d'une division assez ancienne qui oppose *Court* et *Country*. Typiquement, le monarque, par ses faveurs et l'octroi de privilèges et de monopole peut corrompre une fraction du *landed interest* et alors le courtisan corrompu, le plus souvent membre du Parlement, perd l'essentiel de ses vertus originaires. Mais plus gravement la corruption peut être engendrée par le *moneyed interest* et cette fois c'est le centre du pouvoir, le gouvernement, qui se trouve corrompu.

¹⁴ « *A de rares exceptions près, le siècle de 1650 à 1750 est tout entier occupé par la lutte que se livrent moneyed interest et landed interest* ».

¹⁵ La position de Locke (1691) me semble typique : “*For the Labourer's share, being seldom more than a bare subsistence, never allows that body of Men time or opportunity to raise their Thoughts above that, or struggle with the Richer for theirs, (as one common Interest,) unless when some common and great Distress, uniting them in one universal Ferment, makes them forget Respect, and emboldens them to carve to their Wants with armed force : And then sometimes they break in upon the Rich, and sweep all like a deluge. But this rarely happens but in the mal-administration of neglected or mismanag'd Government*”.

Cette représentation, que j'ai schématiquement résumée, va connaître une évolution importante dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, qui se résume à la scission du *moneyed interest* en deux composantes : sa composante financière, qui pourra prendre en charge toute la négativité dont il était chargé, et une composante commerciale/manufacturière qui, en revanche tendra à supplanter le *landed interest* comme porteuse de l'intérêt général. Cette composante est évidemment ancienne.

L'invention de l'opposition de sa Majesté.

Une des caractéristiques importantes de ces deux premiers règnes de la dynastie de Hanovre est que le parti Whig occupa le gouvernement britannique pratiquement sans opposition organisée. En effet le dernier dirigeant tory, Henry Saint John, vicomte Bolingbroke, avait fortement compromis ce parti en penchant en faveur du Prétendant (le fils de Jacques II Stuart, qui avait été renversé en 1688), tout en mettant en avant, de façon paradoxale, certains thèmes néo-républicains qui, comme l'a montré Pocock (1997), servirent de point d'appui à la critique du *whiggism* dominant .

Il en résultat que tous les arguments employés par l'opposition au parti Whig dominant consistaient à condamner systématiquement les partis, dénoncés rituellement comme factions. L'objectif proclamé par les critiques de la domination whig était la destruction des partis, la distinction entre whig et tory étant fallacieuse. En d'autres termes, l'étiquette tory ne désignait pas l'opposition aux whigs au pouvoir, mais les partisans de la dynastie déchu et, pour faire bonne mesure, les highlanders rebelles partisans du « Jeune Prétendant » qui s'étaient soulevés en pleine guerre de succession d'Autriche, et qui avait été écrasés à la bataille de Culloden en 1746.

Ainsi les premiers monarques de la dynastie de Hanovre se méfiaient des tories qui disparurent de fait de la scène politique. Les whigs gouvernèrent donc sans opposition *organisée* jusqu'à la mort de George II en 1760.

L'avènement de George III a été l'objet d'études d'autant plus nombreuses que la mémoire de ce règne est restée fort contrastée¹⁶. Le fait incontesté est certainement la rupture politique opérée à son avènement. Les historiens (Nancy Koehn (1994), John Brewer (1976), Grayson Ditchfield (2002)), ont souligné que la scène politique change grandement au début des années 1760, sous l'effet de deux facteurs importants même s'il est difficile de mesurer leur poids respectif.

Le premier facteur réside dans la position personnelle de George III, beaucoup moins distant à l'égard de la vie politique britannique que ses prédécesseurs. Il est particulièrement hostile aux partis en général, et se méfie donc de l'*Old Corps of Whigs*, représenté par les chefs du gouvernement de son père, le duc de Newcastle et Pitt l'ancien. En 1762, il décide de remplacer comme « principal ministre » le duc de Newcastle par un de ses proches, Lord Bute. La nouveauté de cette position ne peut pas être sous-estimée. En affirmant ainsi sa prérogative (et en choisissant un écossais), il prêta le flanc à l'attaque de ses adversaires qui l'accuseront alors volontiers, et très paradoxalement, de sympathies tories.

Le second facteur de changement est la fin la guerre de sept ans, trois ans après l'avènement de George III, sous le ministère de Bute qui négocie le Traité de Paris en 1763. Le choix de

¹⁶ 'The history of the present King of Great Britain is a history of repeated injuries and usurpations, all having in direct object the establishment of absolute Tyranny over these States' (*Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis*), ce qui contraste grandement, semble-t-il, avec le souvenir de ce souverain en Grande Bretagne où, malgré sa maladie, il restera comme celui qui la représentera pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire.

Bute pour remplacer l'*Old Corps of Whigs* (Pitt l'ancien, le duc de Newcastle) est perçu, aussi, comme le choix d'une paix de compromis avec la France au détriment de la poursuite de la guerre victorieuse jusqu'à l'effondrement définitif de celle-ci. En effet la Grande Bretagne sort largement victorieuse de la guerre de sept ans. Or cette paix apparaît beaucoup trop généreuse à l'égard de la France aux yeux d'une partie importante de l'opinion publique anglaise. C'est ainsi que William Pitt l'ancien, qui avait été le champion de l'effort de guerre britannique, affirme devant la chambre des communes que : « *La paix est fragile, car elle rend à l'ennemi sa grandeur initiale. La paix est inadéquate, car les places gagnées ne valent pas les places rendues* » (Koehn, 1994, p.152). Certes les acquisitions britanniques étaient considérables : le Canada, la rive orientale du Mississipi, et les Indes. Mais le gouvernement avait cédé La Havane à l'Espagne en échange de la Floride et laissé à la France ses îles à sucre et surtout les pêcheries de Terre Neuve (Saint Pierre et Miquelon), qui étaient perçues comme essentielles à la formation des marins de la flotte française.

On discute depuis longtemps les raisons d'une paix si « clémente ». Quelle est la part imputable à la volonté royale de rompre avec la politique belliqueuse de Pitt l'ancien et du duc de Newcastle ? Quelle est la part imputable à la crainte de la croissance de la dette publique ? Je ne tenterai pas de trancher ici, mais il est indéniable que le roi George III et Bute furent l'objet de campagnes très violentes. La plus célèbre fut celle qui fut menée par John Wilkes, qui avait soutenu Pitt l'ancien durant la guerre. Dans son journal *North Briton* (le titre même est une allusion transparente au fait que Bute est le premier écossais nommé par le roi à la tête du gouvernement britannique), il unifie dans une même attaque à la fois la dénonciation du Traité de Paris et le choix de Bute pour diriger le gouvernement. Face à ces attaques, Bute dut être remplacé par Grenville. Ce changement de gouvernement fut interprété comme un recul royal, mais Wilkes et ses éditeurs furent arrêtés, et la bataille se déplaça sur le terrain de la liberté de la presse.

Par ailleurs, le souci principal du gouvernement était celui de la gestion de la dette publique, dont on sait qu'elle s'était accrue considérablement pendant la guerre de sept ans¹⁷. Augmenter l'impôt direct étant jugé impossible, les tentatives de Bute pour accroître les impôts indirects s'étant heurtées à une opposition farouche, il ne restait plus d'autre ressources que d'imposer les colons, ne serait-ce que pour financer le maintien d'une garnison destinée à les protéger des indiens. Grenville fait donc voter en avril 1764 le *Sugar Act*, qui augmentait les droits de douanes sur les importations de sucre, puis après une discussion assez âpre en février, le *Stamp Act*¹⁸ fut voté en mars 1765. La nouveauté du *Stamp Act* résidait dans le fait qu'il n'est plus cette fois un droit de douane (c'est-à-dire une mesure affirmant et complétant l'exclusif colonial) mais bel et bien une taxe sur les documents officiels et sur la presse, et donc directement lié à l'activité *intérieure* des colonies.

L'agitation contre cet impôt se développa dans les colonies d'Amérique du nord. Mais il ne semble pas que l'on puisse trouver là la cause de la chute du ministère. Grenville fut renvoyé peu après par le roi, Grenville (ou son ministère) s'étant opposé à la nomination de la mère du roi, parce que jugée trop proche de Bute, comme régente éventuelle¹⁹. De plus, la fragilité du gouvernement de Grenville s'était manifesté au cours de ce printemps 1765, quand éclatèrent les émeutes de Spitalfield parmi les tisserands de soie, qui accusèrent le duc de Bedford, un des négociateurs du Traité de Paris, d'avoir été vendu pour permettre l'importation de soieries françaises. Ces émeutes continuèrent presque chaque année jusqu'aux plus graves qui se déroulèrent en 1769.

¹⁷ Elle a presque doublé, passant de près de 70 000 000 £ à 130 000 000 £.

¹⁸ L'acte du timbre cité par Smith, cf. *supra*, p. 5.

¹⁹ Comme on le sait, George III fut affligé d'une maladie mentale dont les premiers symptômes se révélèrent au printemps 1765, ce qui nécessita le vote du *Regency Bill*.

La chute de Grenville illustre bien l'intrication des tentatives royales d'imposer une politique personnelle hostile aux whigs, avec les questions coloniales, les questions fiscales et finalement les questions sociales.

La crainte d'un retour à l'absolutisme de la part de George III, cristallisé par la personne de Bute et la politique fiscale que ce dernier a inspiré, va perdurer sous le gouvernement du marquis de Rockingham, de juillet 1765 à juillet 1766. Dès le début de l'automne 1765 les informations concernant les émeutes américaines contre le *Stamp Act* étaient parvenues en Grande Bretagne. Les colons s'organisaient et menaçaient de boycotter les produits anglais²⁰. Dès décembre 1765, le parlement rejeta une résolution déposée par Grenville condamnant les manifestations des colons. En même temps Rockingham (aidé puissamment par son secrétaire Burke) menait une campagne visant à organiser les marchands de Londres afin que ceux-ci et leurs collègues sur tout le territoire britannique fassent pression sur leur représentants afin d'abolir le *Stamp Act*, en arguant des pertes que le boycott américain leur faisait subir ou risquait de leur faire subir. Le *Stamp Act* fut donc abrogé, après un débat houleux à la chambre des communes qui débuta en janvier 1766. Les débats portèrent sur le droit qu'avait ou non le Parlement d'imposer des citoyens non représentés. L'enjeu était clair : il s'agissait de savoir si la souveraineté résidait en dernière analyse dans le Parlement, c'est-à-dire dans la réunion de la chambre des communes, de la chambre des lords et du roi, ou si elle appartenait aux électeurs²¹. Une position de compromis fut proposée : si le parlement britannique ne pouvait imposer des taxes intérieures, il avait le droit de fixer des droits de douane, dans le cadre de l'exclusif colonial, et plus généralement de légiférer pour toutes les colonies, comme il faisait pour cette colonie qu'était l'Irlande. Mais la faiblesse de ce gouvernement Rockingham, et en particulier ses dissensions internes, conduisirent à son remplacement par Pitt l'ancien, devenu Lord Chatham, puis par le Duc de Grafton. Les *Rockingham's Whigs* se trouvèrent alors dans l'opposition. Ce point est important car, comme l'a montré John Brewer (1976), cet éclatement du *Old Corps of Whigs* en diverses factions, qui se succédèrent ainsi au gouvernement, donna naissance à un vrai parti d'opposition, nouant des alliances et critiquant avec talent et acharnement la politique gouvernementale.

Dépossédés par le roi de toutes leurs charges, y compris locales, les *Rockingham Whigs* furent obligés, ne serait-ce que pour retrouver leur influence politique, de se frotter aux politiques locales, de courtiser ceux qui s'étaient salis les mains avec de la richesse mercantile. En effet, les nombreux conflits qui opposaient gentry et aristocratie à la campagne, corporations et bourgeoisie en ville, étaient restés cantonnés à l'échelle locale pendant la longue période du parti unique whig. Désormais les conflits locaux pouvaient connaître une résonance nationale, comme ces mêmes querelles locales pouvaient être alimentées par les grandes questions posées dans les années 1760 et 1770 : l'affaire Wilkes, la réforme parlementaire et surtout la question coloniale.

C'est en ce point que le changement dans les pratiques politiques engendré par les débuts du règne de George III apparaît important à des historiens tels que Brewer, que je suis ici. L'opposition, c'est-à-dire les *Rockingham Whigs*, assumait pleinement la légitimité des partis, et très précisément fait de la défense de ces derniers face à la monarchie – ou, plus prudemment, face à la « la cour » - la pierre angulaire de sa politique. Les Partis (qu'il

²⁰ Cf.: Robert Middlekauff (1982) *The Glorious Cause: The American Revolution, 1763-1781*, 1982, Oxford University Press.

²¹ La *Richesse des nations* s'en fait l'écho et défend la thèse selon laquelle le Parlement pouvait taxer les colonies, puisqu'il taxait les îles anglo-normandes, pas plus représentées aux communes. Ce qui ne signifie pas que Smith approuvait sur le fond cette mesure. La *Richesse des nations* propose finalement une réforme de l'empire gouverné par des Etats Généraux, où seraient représentées toutes les provinces de l'Empire.

nomme *connexion*) apparaissaient à Burke²² à la fois indispensables et menacés dans leur existence même par la « cabale » des courtisans qui cherchent à asseoir la tyrannie exercée par les courtisans sur le pays et le roi lui-même.

Restait ouverte la question de savoir comment ce nouveau « parti » allait se comporter avec les groupes extraparlimentaires avec lesquels il lui fallait collaborer dans l'opposition. Or les *Rockingham whigs* défendent une conception très aristocratique de la politique. Seuls ceux qui disposent d'une « influence naturelle et stable » (*a natural and fixed influence*²³) sur la société sont capables de préserver la paix de la société et du gouvernement. Préserver ce privilège aristocratique est la raison d'être de ce parti d'opposition. L'agitation, les émeutes engendrées par les disettes (en 1766²⁴ et 1769, puis au début des années 1770), les premières violences associées à l'industrialisation, et les conséquences perturbatrices de la paix de 1763 ne sont imputées qu'à l'influence désastreuse de la cabale des courtisans (Bute et ses partisans) qui avaient cherché à détruire la « connexion » nécessaire à l'équilibre du corps politique. Cette dénonciation de la politique de Bute ne pouvait être efficace qu'en s'appuyant sur l'opinion publique et donc sur des intérêts extra parlementaires : ceux des marchands et des manufacturiers, mais aussi sur les premiers radicaux, soucieux de réformes constitutionnelles qui s'agitent au moment de l'affaire Wilkes mettant en cause les libertés d'expression politique²⁵. Cette contradiction qui s'exprime entre d'une part l'affirmation aristocratique des *Rockingham Whigs* et d'autre part leur alliance avec les premiers radicaux était assumée, de façon assez étrange, par la thèse de Burke selon laquelle ce parti jouait le rôle de « médecin » du corps politique, s'appuyant sur sa maladie pour mieux en guérir le corps politique, pratiquant ainsi une sorte de « variolisation » du corps politique en soignant le mal par le mal.

Quoiqu'il en soit, le résultat de cette curieuse et très nouvelle coalition est donc l'abrogation du *Stamp Act*, mais aussi et surtout, grâce à ce recul infligé tant au gouvernement qu'au Parlement, la remise en cause de l'ordre constitutionnel. Cette remise en cause est la conséquence de cette question nouvelle posée par le Traité de Paris : comment adapter la régime politique de la Grande Bretagne à la gestion d'un empire devenu à la fois immense mais encore trop faible face à la menace française, et source de revenus considérables mais encore insuffisants pour pouvoir le conserver ? Nous trouvons donc ici la première expression de la crise de la constitution polybienne²⁶.

L'abrogation du *Stamp Act* ne s'était opérée que moyennant l'accroissement des droits de douane dans les colonies. Cette augmentation des droits de douanes fut votée par le Parlement en 1767 dans un ensemble de lois connu sous le nom de « *Townshend Acts* » (du nom de

²² Par exemple, voici comment Burke (1770, 1.1.25) décrit la politique suivie par Bute : “Thus for the time were pulled down, in the persons of the Whig leaders and of Mr. Pitt, (in spite of the services of the one at the accession of the Royal Family, and the recent services of the other in the war,) the two only securities for the importance of the people; power arising from popularity; and power arising from connexion”, *Thoughts on the Cause of the Present Discontents and the Two Speeches on America*, 1.1. 25, Econlib.org

²³ Burke, cit. par Brewer (1976 p. 195).

²⁴ J'ai évoqué plus haut celles de Spitalfield.

²⁵ L'agitation radicale menée par John Wilkes, qui avait donc contribué à la chute de Bute, se poursuivit à la fin des années 1760 avec la question posée de savoir si le Parlement pouvait priver un élu (Wilkes) de son siège (Wilkes était élu du Middlesex) et va perdurer dans les années 1770, lorsque Wilkes sera élu Lord Maire de Londres.

²⁶ Le régime politique issu de la révolution de 1688 était glorifié par la tradition whig sous le nom de régime polybien, parce que comme la république romaine étudiée par Polybe, il combinait au lieu d'opposer les trois formes politiques traditionnelles que sont les régimes démocratiques, aristocratiques et monarchiques. Et, de même que Polybe attribuait l'invincibilité de la république romaine à l'équilibre entre ces trois formes politiques qui les empêchait de dégénérer en démagogie, oligarchie ou tyrannie, de même le whiggisme attribuait à la constitution polybienne de la Grande Bretagne sa grandeur « retrouvée ».

Charles Townshend²⁷, Chancelier de l'Echiquier dans le gouvernement de Lord Chatham) qui créèrent de nouvelles taxes sur le papier et sur le verre importé de Grande Bretagne dans les colonies.

Les *Townshend Acts* ne provoquèrent pas une réaction aussi immédiate et intense que le *Stamp Act*. Les appels au boycott des produits britanniques furent diversement suivis d'effets. En revanche, on sait que l'installation à Boston du Bureau des Douanes, chargé, entre autres choses, de mettre en œuvre les *Townshend Acts* et de contrôler l'active contrebande qui animait le port de Boston et la Nouvelle Angleterre, rencontra une résistance très vive. L'appel à l'armée pour vaincre ces résistances conduisit au « massacre de Boston » en 1770. Le même jour à Londres, Lord North, qui venait de succéder au duc de Grafton, demandait et obtenait une levée partielle de ces taxes.

Curieusement, l'instabilité gouvernementale qui avait caractérisé la Grande Bretagne depuis l'avènement de George III s'achève alors et, contre toute attente, Lord North restera au pouvoir jusqu'à la bataille de Yorktown, en 1782. Ceci peut s'expliquer au moins en partie par le fait que l'instabilité économique, puis la guerre, incitèrent l'opposition à composer avec le gouvernement. En effet cette tension liée à la gestion de l'empire coloniale se double en 1772 d'une crise économique dont les conséquences politiques furent importantes. Cette « union sacrée » conduisit à l'affirmation de l'identité des intérêts des marchands et des intérêts de l'Empire. Certes on ne proclamait pas la fusion de ces intérêts (on a vu l'élitisme des Rockingham whigs, et il était partagé par toutes les fractions politiques britanniques) comme dans le cas des Compagnies des Indes, mais on tendait à s'en approcher.

Ce qui est bon pour la Compagnie des Indes est bon pour l'Empire...

L'essor économique de la Grande Bretagne dans les années 1760 est impressionnant. La Compagnie des Indes Orientales participe d'autant plus à cet essor que depuis 1765, elle est le souverain de facto du Bengale, du Bihar et de l'Orissa, où elle prélève directement un revenu estimé à une somme comprise entre 2 et 4 millions de £ par ans, puisqu'elle y a acquis le *diwani*, c'est-à-dire le droit de prélever les revenus fonciers, seigneuriaux et fiscaux. Certains contemporains « bien informés » supposent même que ces revenus prélevés sur le Bengale peuvent payer la totalité des achats de la Compagnie²⁸, en Inde comme en Chine. Il semble alors que ce soit développée une spéculation considérable sur les titres de la Compagnie dont le dividende s'accroît de 10 % en 1766 et de 12,5 % en 1767.

Mais il semble bien que ces anticipations furent déçues puisque, d'après Bowen (1989), les agents de la Compagnie durent tirer de plus en plus de traites sur la Compagnie à Londres (de 210 000 £ en 1768/9 à près de 1 600 000 £ en 1771/2). Ceci indique que les gains net tirés du *diwani* étaient largement surestimés ; en effet la Compagnie dut entrer dans un conflit coûteux avec le Raja de Mysore, Hyder Ali, ce qui explique au moins en partie ce renversement brutal de situation financière. Enfin, la terrible famine qui sévit au Bengale, qui causa peut être le décès d'un tiers de la population (soit, semble-t-il, 10 000 000 de morts), a certainement affaibli la Compagnie. On discute encore si, comme l'affirme Smith (1776-1991, II, 125), la politique commerciale et fiscale de la compagnie est à l'origine de cette catastrophe. Il est certain qu'elle l'a au moins aggravée (Rajat Kanta Ray, 1998).

²⁷ Bien connu de Smith, je vais y revenir.

²⁸ "Lettre de Lord Clive aux Directeurs de la Compagnie", 30 sept. 1765, *Fort William – India House Correspondence*, iv, pp. 337-8, citée par H. V. Bowen (1989 p. 189). Effectivement, cette somme peut être mise en face de la valeur des importations en provenance des Indes Orientales : 1 101 000 £ de marchandises sont importées en Angleterre et au Pays de Galles en 1750-1751. Ce montant double en 1772 – 1773, si l'on tient compte des importations en Ecosse.

J'ignore si la spéculation sur les titres de la Compagnie et si l'endettement croissant de ses agents furent la cause de la crise de 1772, mais celle-ci fut sévère et la Compagnie en subit les conséquences. La Compagnie des Indes orientales n'était pas la seule à être endettée. Toutes les colonies (Indes Occidentales et Amérique du nord) l'étaient également²⁹. La plus endettée des treize colonies était la Virginie, qui troquait, surtout à Glasgow, son tabac contre des produits manufacturés. Comme le solde commercial était déficitaire, les marchands de la métropole se trouvaient alors créanciers des colons. Selon Julian Hoppit (1986), ce crédit consenti aux colons était instable, mal garanti, et d'un montant non négligeable, puisque, après l'indépendance en 1783, 5 000 000 de £ de dettes émises avant la guerre restaient due aux négociants anglais, que l'on peut comparer aux 1 300 000 de £ investies dans les canaux, lors du démarrage de la révolution industrielle entre 1761 et 1770.

Ces traites américaines étaient incluses dans l'ensemble des papiers de commerce que l'Ecosse envoyait à l'escompte ou au réescompte à Londres. En effet le boom économique des années 1760 est, selon Sheridan (1960), particulièrement brillant en Ecosse. L'essor entamé dans les années 1750 s'accélère. Non seulement les industries du lin sont en pleine expansion, mais de nombreux projets d'investissement voient le jour, dans l'agriculture mais aussi dans les grands travaux d'infrastructure, comme les routes et les canaux, tel le canal reliant la Clyde au Forth. Les investissements des classes dirigeantes (y compris et surtout les grands propriétaires fonciers, les landlords) ont été si importants que l'on a pu parler de « *gentlemanly capitalists* » (Cain, Hopkins, 2000, t. I, p. 517). Ces investissements donnent lieu à des processus spéculatifs, qui viennent s'ajouter à ceux qui affectent les titres de la Compagnie des Indes Orientales. Les difficultés de cette dernière précèdent la crise de 1772, on vient de le voir. Mais la chute de la Banque Neale, James, Fordyce & Down (qui avait financé la spéculation sur les titres de la Compagnie des Indes Orientales) à Londres en juin 1772 précipita celle de l'Ayr Bank de Douglas, Heron & Co³⁰ à Edimbourg, qui en était en relations d'affaires avec elle. Les autres banquiers d'Edimbourg étaient également clients des banques londoniennes. La panique se déclencha dans la capitale écossaise. Une tentative de sauvetage par la Banque d'Angleterre échoua et l'Ayr Bank suspendit ses paiements. Les conséquences économiques furent graves dans l'industrie linière, où le chômage fit son apparition brutalement (Hamilton, 1956, p. 413). Le gouvernement demanda la création d'une commission d'enquête sur « l'état de détresse de l'industrie ». Enfin, une série de très mauvaises récoltes aggrava considérablement la situation et des émeutes éclatèrent dans les centres liniers (Perth, Fife, Angus). La crise économique de 1772 fut donc grave. D'abord, comme l'a souligné Fernand Braudel 1979, vol. III, p.230)³¹, elle fut la première crise dont Londres fut le point de départ, les crises financières antérieures étant déclenchées à partir d'Amsterdam. Et surtout elle ne resta pas limitée au domaine économique. Il me faut maintenant revenir à la politique elle-même. Car la crise économique fait se rencontrer les deux questions essentielles posées par l'organisation politique de l'empire britannique (Marshall 1998b) :

1° D'une part celle posée par cet événement étonnant que constitue la conquête politique d'un vaste territoire (le Bengale, le Bihar et l'Orissa) par une compagnie privée : comment penser les rapports entre la Compagnie des Indes et le gouvernement de la Grande Bretagne³² ?

²⁹ Cf., par exemple : Sheridan (1960 p. 162) : « *In Great Britain the years from the mid-sixties to the early seventies were characterized by a remarkable expansion of manufacturing, mining, and internal improvements which is the well-known story of the early Industrial Revolution* ».

³⁰ Cf. Henry Hamilton (1956), « The Failure of the Ayr Bank, 1772 », *Economic History Review*, 2nd ser. vol. 8.

³¹ *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1979, t. III, p. 230.

³² En 1757 l'opinion émise par Charles Patt et Charles Yorke limite les prérogatives de la couronne sur les terres que la Compagnie des Indes Orientales (ou d'autres colonisateurs) avaient acquis par *Treaty, Grant or Conquest*.

Smith, on l'a vu, souligne qu'elle est, au début des années 1770, dans un tel état de détresse qu'elle sollicite un emprunt au gouvernement. Entre 1769 et 1771, la Compagnie emprunte 2 000 000 £ à la Banque d'Angleterre et encore 1 500 000 £ pendant la crise de 1772.

2° D'autre part, et presque symétriquement, comment financer l'empire sans (littéralement) tyranniser des sujets britanniques installés de l'autre côté de l'Atlantique ? Ce qui incite les premiers radicaux à poser alors le problème plus général du caractère équitable de la représentation de l'ensemble des citoyens britanniques, et plus généralement encore, celle des relations entre les électeurs et le Parlement (affaire Wilkes).

Enfin ces deux questions coloniales vont entrer en relation l'une avec l'autre grâce à une mesure en apparence anodine prise par le gouvernement de Lord North. Pour permettre à la Compagnie des Indes Orientales de rembourser au plus vite son emprunt, ce dernier fait voter en 1773 le *Tea Act*³³, dont l'importance tient surtout, comme on l'a vu, à ce qu'elle déclencha une série de décisions de part et d'autre de l'Atlantique qui conduisirent inéluctablement à la guerre d'Indépendance. En effet les partisans britanniques des colons, tels les *Rockingham whigs*, étaient très clairs. Ils avaient soutenu le refus du *Stamp Act* et des taxes de Townshend uniquement parce que ces mesures pouvaient induire un boycott qui léserait les intérêts des marchands, mais ils n'étaient nullement favorables à la disparition de l'exclusif colonial, exactement pour les *mêmes raisons*. Or, après la *Tea Party*, et l'escalade qui la suivie, il leur était impossible de se solidariser avec les « contrebandiers » qui remettaient en cause par la violence cet exclusif colonial, et ils ne purent donc s'opposer aux mesures de répression décidées par le gouvernement de Lord North.

Je peux maintenant conclure cette excursion dans le contexte politique de l'élaboration de la *Richesse des nations*. En premier lieu, on sait que Smith a été impliqué dans certains de ces événements. A son retour à Londres, à l'automne 1766, Charles Townshend, celui là même qui l'avait choisi pour devenir le précepteur du Duc de Buccleuch (dont il était le beau-père) pour l'accompagner dans son « tour » continental, le consulte³⁴, à propos de l'amortissement de la dette publique anglaise. Surtout on a conservé une lettre que Townshend lui adresse à l'automne 1766, dans laquelle le Chancelier de l'Echiquier discute non seulement de la charge de la dette publique, mais surtout lui expose son plan en matière fiscale³⁵. Or Charles Townshend était un proche de Pitt l'ancien. Il avait refusé la charge de Chancelier de l'Echiquier dans le bref gouvernement de Rockingham, mais l'avait acceptée lorsque Pitt l'ancien avait succédé à ce dernier. La proximité politique de Smith avec cette tendance est également attestée par sa correspondance avec Lord Shelburne, qui était lui aussi membre de cet éphémère gouvernement Pitt, comme Secrétaire d'Etat, en charge du *Southern Department*, c'est à dire responsable des affaires concernant l'Angleterre, l'Irlande, l'Europe Occidentale, les Indes et les colonies d'Amérique. On sait que Lord Shelburne demande à Smith un rapport sur les voyages d'exploration du pacifique sud et sur les colonies³⁶. Cette proximité intellectuelle ne signifie nullement que Smith partageait toutes les convictions politiques de l'*Old Corps of Whigs* dont Pitt l'ancien pouvait apparaître comme le représentant. Cette tradition, on l'a vu, avait littéralement explosé après l'avènement de

Ces terres étaient pleines propriétés de la Compagnie, ce qui instaurait une rupture avec la tradition féodale (normande) selon laquelle le souverain était le propriétaire éminent des terres.

³³ Le *Tea Act* autorisait la Compagnie à accéder au marché d'Amérique du nord, en y livrant et y vendant directement le thé, sans acquitter de droits de douane autres que ceux prévus par la législation de Townshend. Cette loi venait donc s'ajouter à cette dernière pour affirmer la prééminence du parlement de Londres. De plus (et surtout ?) cette loi lézait gravement les intérêts de contrebandiers, actifs, on l'a vu, dans le port de Boston. Le rejet de cette loi conduisit à la célèbre *Tea Party* de Boston.

³⁴ Ian Simpson Ross (1995, p. 222).

³⁵ Smith (1977, letter n° 302).

³⁶ *Ibid.*, n° 101.

George III, et Townshend et Shelburne apparaissent comme défendant des positions modérés à l'égard des colons d'Amérique : ils considèrent important et légitime qu'ils participent au remboursement de la dette publique, mais ils acceptent le compromis selon lequel si le Parlement peut imposer des droits de douane, il ne peut pas taxer l'activité des colons.

Par ailleurs, Smith décrit en détail dans la *Richesse des nations*³⁷ les mécanismes financiers qui ont conduit l'Ayr Bank à suspendre ses paiements. Là encore, Smith était bien placé, puisque les propriétaires de cette banque étaient tous de très grands seigneurs écossais, parmi lesquels son ancien élève, le duc de Buccleuch.

En second lieu, et surtout, on comprend maintenant à quels événements Smith fait allusion lorsqu'il décrit « l'apoplexie » dont le système mercantile menace le corps politique britannique. C'est explicitement à la campagne contre le *Stamp Act*, menée par les *Rockingham Whigs*, en s'appuyant sur les milieux des marchands et des manufacturiers craignant de perdre des marchés du fait du boycott américain à laquelle il fait allusion dans la longue citation rappelée plus haut, comme le sont presque aussi ouvertement les émotions populaires telles celle de Spitalfield, ou celles des tisseurs de lin écossais. Plus profondément, il est facile de montrer, comme l'a fait N. Koehn, que les partisans de la répression envers les colonies (de Lord Bute à Lord North) comme ceux, au contraire, d'une politique conciliante à l'égard des colons (comme les *Rockingham Whigs*) partagent tous la conviction que les intérêts commerciaux des marchands et des manufacturiers sont ceux de la Grande Bretagne et de son empire. Comme cette prise de position est exactement celle contre laquelle est écrite, selon moi, la *Richesse des nations*, elle mérite qu'on s'y arrête.

Certes Rockingham s'adresse précisément à ses électeurs, les marchands de Bristol, lorsqu'il déclare après le retrait du *Stamp Act* : « *Ce n'est pas avec une mince satisfaction que je peux revenir sur les mesures prises lors de la dernière session du Parlement, parce que je pense que jamais l'intérêt du Commerce de ce pays n'avait été autant l'objet du Gouvernement*³⁸ ».

En revanche Burke s'écarte de ce contexte local lorsqu'il déclare devant la chambre des communes : « *Cette administration a pris soin de la liberté et du commerce du pays, comme de la vraie base de son pouvoir, elle a pris soin de ses intérêts, elle a soutenu son honneur à l'extérieur, avec attention et avec fermeté*³⁹ ».

L'association de la liberté et du commerce, comme « base du pouvoir » du gouvernement est caractéristique et il est intéressant de comparer ici la position de Smith avec celle de Burke. En 1775, soit très peu de temps avant la publication de la *Richesse des nations*, ce dernier l'avait exposée dans son "Speech on Moving His resolutions for Conciliation with the Colonies": « *Mais, dira-t-on, le commerce Américain n'est-il pas une excroissance artificielle, qui a retiré son suc du reste du corps ? Bien au contraire. Il est l'aliment véritable qui a nourri les autres parties du corps jusqu'à sa grandeur présente*⁴⁰ ». Cette « excroissance artificielle » pour désigner l'effet de l'exclusif colonial est presque la même métaphore que celle employée par Smith, ce qui laisse entendre soit qu'elle est déjà bien courante soit que

³⁷ RDN, I, 398 – 403.

³⁸ "It is with no small Satisfaction than I can look back at the Measures of the last Session of Parliament, because I think at no Time the Commercial Interest of This Country was more the Object of Government". Cité par N. Koehn, *op. cit.*, p.119.

³⁹ « That Administration provided for the Liberty and Commerce of their Country, as the true Basis of its Power, they consulted its Interests, they asserted its Honour Abroad, with Temper and with Firmness », in : « Short Account... » in *Writings and Speeches of Edmund Burke*, cit par . Koehn, *op. cit.*, p. 121.

⁴⁰ "But, it will be said, is not this American trade an unnatural protuberance, that has drawn the juices from the rest of the body? The reverse. It is the very food that has nourished every other part into its present magnitude." ("Speech of Edmund Burke On Moving His Resolution For Conciliation With the Colonies" in *Select Works of Edmund Burke. A New Imprint of the Payne Edition*. (Indianapolis: Liberty Fund, 1999). Vol. 1. Traduit par moi.

Smith répond à Burke car Burke en tire une conclusion opposée à celle de Smith. Loin d'être une menace qui rend plus fragile l'économie britannique, le commerce colonial l'a considérablement stimulée. L'intérêt des marchands apparaît donc parfaitement identifié à l'intérêt général.

De plus, et surtout, les partisans de Rockingham, c'est-à-dire l'opposition, ne sont pas les seuls à affirmer l'identité de l'intérêt des marchands coloniaux et de l'intérêt général. C'est le gouvernement lui-même qui affirme lui-même cette prise de parti. C'est ainsi que Thomas Whately, Secrétaire au Trésor du gouvernement de Grenville, peut écrire : « *Que la richesse et le pouvoir de la Grande Bretagne dépendent de son commerce est une proposition qu'il serait aujourd'hui également absurde de chercher à discuter ou à prouver* »⁴¹.

Thomas Pownall, ancien gouverneur du Massachusetts, exprime cette même idée. Après avoir affirmé qu'autrefois la puissance était basée sur l'épée, puis sur la religion, il énonce qu'aujourd'hui, depuis la mise en place du grand commerce avec l'Asie et la conquête de l'Amérique, c'est le commerce qui remplace l'épée et la religion et devient « *ce pouvoir prédominant, qui constitue la politique en général et gouverne le pouvoir en Europe* »⁴².

La thèse selon laquelle l'intérêt de l'Angleterre (ou de la Grande Bretagne) était identique à celle des marchands a été affirmée par tous les défenseurs du système mercantile, depuis au moins Thomas Mun. Cependant la nouveauté des années 1760 réside dans le fait que ce lieu commun n'est plus cantonné dans les écrits des marchands, mais qu'il est résolument affirmé par les dirigeants *politiques* britanniques, c'est-à-dire par l'aristocratie britannique, de telle sorte que Thomas Whately (membre du gouvernement de Lord North) peut également écrire que « *les priorités réelles et substantielles du gouvernement sont les intérêts commerciaux de la Grande Bretagne* »⁴³.

Lord North lui-même déclarait en 1770 à la chambre des communes que le commerce impérial était de la plus haute importance : « *Il n'y a aucune branche de commerce, qui soit d'une importance comparable pour ce pays, et qui mérite autant d'inspection vigilante et de considération de la part du Parlement* » (Koehn, p.146).

Je risque donc cette hypothèse : la constitution d'un vrai parti d'opposition par Rockingham et Burke les a conduits, comme on l'a vu, à rechercher l'alliance des milieux d'affaire. Par conséquent ils ont mis en route un processus de surenchères entre eux et le gouvernement qui a conduit à poser la question coloniale sur le terrain de l'identification de l'intérêt des marchands et des manufacturiers avec l'intérêt de l'empire, lui-même assimilé à l'intérêt général. C'est pourquoi Grenville lui-même déclare que les priorités de son gouvernement sont les intérêts commerciaux de la Grande Bretagne⁴⁴. La question coloniale met évidemment au premier plan la défense du système mercantile, et chacune des positions se justifie au nom de la même défense des intérêts commerciaux.

Ainsi c'est cette proximité croissante entre les capitalistes d'une part et les législateurs, c'est-à-dire l'aristocratie britannique, d'autre part qui inquiète profondément Smith. Est-il nécessaire de rappeler la conclusion du Livre I de la *Richesse des nations* ? Après avoir affirmé que l'intérêt des propriétaires comme celui des travailleurs est toujours conforme à l'intérêt général, Smith assène un dernier coup : « *Toute proposition d'une loi nouvelle ou d'un règlement de commerce, qui vient de la part de cette classe de gens* » (les marchands, les employeurs) « *doit toujours être reçue avec la plus grande défiance, et ne jamais être adoptée* »

⁴¹ Cité par N. K. Koehn, (1994 p. 123. Traduit par moi).

⁴² *Ibid.*, p. 66. Traduit par moi.

⁴³ *Ibid.*, p. 121. Traduit par moi

⁴⁴ *Ibid.*

qu'après un long et sérieux examen, auquel il faut apporter, je ne dis pas seulement la plus scrupuleuse, mais la plus soupçonneuse attention. Cette proposition vient d'une classe de gens dont l'intérêt ne saurait jamais être exactement le même que l'intérêt de la société, qui ont, en général, intérêt à tromper le public et même à le surcharger et qui, en conséquence, ont déjà fait l'un et l'autre en beaucoup d'occasions ».

Et si le livre I de la *Richesse des nations* se termine sur cette ferme mise en garde, l'ouvrage tout entier s'achève par un projet de réforme de l'Empire qui puisse tenir les capitalistes à la *bonne distance* des législateurs et permettre ainsi à ces derniers, grâce à leur impartialité, d'éviter à l'empire britannique de sombrer dans la tyrannie de la domination des capitalistes toujours susceptibles de séduire les législateurs..

J'ai montré ailleurs comment Smith expliquait très clairement, dans la *Théorie des sentiments moraux*, la connivence profonde, fondée sur un amour commun des systèmes, qui unissait les grands hommes d'état et les grands entrepreneurs (Diatkine, 2010). On le voit, le système mercantile (le capitalisme britannique du XVIII^e siècle) ne menace pas la société britannique par son inefficacité, manifeste au Bengale, imperceptible au Royaume Uni. La menace que l'expansion coloniale fait peser sur sa constitution « républicaine », est bien pire. Ce sont les libertés qui sont en cause et le système mercantile peut la transformer en tyrannie, tout comme l'extension de l'empire romain a détruit la République et mit au pouvoir des monarques toujours susceptibles de sombrer dans la démesure. Après tout, l'ami de Smith, E. Gibbon a publié le premier volume de *l'Histoire du déclin et de la chute de l'empire romain* chez l'éditeur de Smith, la même année qui voyait la publication de la *Richesse des nations*.

BIBLIOGRAPHIE

- Bowen H. V. (1989), "Investment and Empire in the Later Eighteenth Century: East India Stockholding, 1756-1791" : *The Economic History Review*, New Series, Vol. 42, No. 2, pp. 189.
- Bowen H.V. (1998), « British India 1765 – 1813: The Metropolitan Context », in *The Oxford History of British Empire*, vol. III, P.J. Marshall ed., Oxford University Press. p.534.
- Braudel F. (1979), *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme*, XV^e-XVIII^e siècle, Paris, Armand Colin, 1979, t. III, p. 230.
- Brewer J. (1976), *English Politics in the first decade of George III's reign*, CUP.
- Brown V. (1994), *Adam Smith's Discourse*, Routledge.
- Burke E. (1770), *Thoughts on the Cause of the Present Discontents and the Two Speeches on America*, www.econlib.org.
- Cain, P.J. et Hopkins, A.G (2000), *British Imperialism*, Oxford University Press.
- Diatkine D. (2010), « Vanity and the Love of System in Theory of Moral Sentiments », *The European Journal of the History of Economic Thought*, Vol. 17:3, September.
- Ditchfield G (2002), *George III, An Essay in Monarchy*, Palgrave.
- Fleischaker, S. (2004), *On Adam Smith's Wealth of Nations*, Princeton University Press.
- Forbes D. (1976), "Sceptical Whiggism, Commerce and Liberty." in A. Skinner & T. Wilson eds. *Essays on Adam Smith*. Clarendon Press.
- Griswold, C. L. (1999), *Adam Smith and the Virtues of Enlightenment*, Cambridge University Press.
- Haakonssen K. (1981), *The Science of a Legislator The Natural Jurisprudence of David Hume and Adam Smith*, Cambridge University Press.
- Hamilton H. (1956), "The Failure of the Ayr Bank, 1772", *Economic History Review*, 2nd ser. Vol. 8.
- Hoppit J. (1986), "Financial Crises in Eighteenth-Century England" *The Economic History Review*, New Series, Vol. 39, No. 1.
- Hume D. (1741 - 2001), *Essais moraux, politiques et littéraires*, Presses Universitaires de France.
- Interest and the Raising the Value of Money*, <http://socserv.mcmaster.ca>
- Koehn N. (1994), *The Power of the Commerce*, Cornell University Press.
- Lars Herlitz (1964 – 1991), "The Concept of Mercantilism", *The Scandinavian Economic History Review*, vol. XII, n°2, reproduit dans *The Early Mercantilist* M. Blaug, Ed. Aldershot, E. Elgar.
- Locke, J. (1691), *Some Considerations of the Consequences of the Lowering of*

- Marshall P. J. (1998 a), « The British in Asia : Trade to Dominion, 1700-1765 », in *The Oxford History of British Empire*, vol. III, P.J. Marshall ed., Oxford University Press, 1998.
- Marshall P. J. (1998 b), “The Making and Unmaking of Empires: Britain, India, and America c.1750-1783”, in *Oxford History of the British Empire* vol. III, P.J. Marshall ed., Oxford University Press, 1998.
- Marx K. (1863 - 1974), *Théories sur la plus value*, Paris, Editions Sociales.
- Middlekauff R. (1982), *The Glorious Cause: The American Revolution, 1763-1789*, Oxford University Press.
- Pocock J. G. A. (1997), *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, trad. Luc Borot, Presses Universitaires de France.
- Rajat Kanta Ray (1998), « Indian Society and the Establishment of British Supremacy, 1765 -1819 » in P.J. Marshall ed., *The Oxford History of the British Empire, The Eighteenth Century*, Oxford University Press.
- Ricardo D. (1817 - 1999), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion.
- Ross I. S. (1995), *The Life of Adam Smith*, Oxford University Press.
- Sheridan R. B. (1960), “The British Credit Crisis of 1772 and the American Revolution”, *The Journal of Economic History*, vol. xx, n°2.
- Smith A. (1977), *Correspondence of Adam Smith, The Glasgow Edition of the Works and Correspondence of Adam Smith*, ed. Ernest Campbell Mossner et Ian Simpson Ross, Oxford University Press, 1977, vol. VI, p. 251.
- Winch D. (1978), *Adam Smith's Politics*. Cambridge University Press;